



20^{ème} école inter-organismes

Qualité et responsabilité sociétale en recherche et en enseignement supérieur

Présentation du Club de développement durable des établissements et entreprises publics et du dispositif Services publics écoresponsables

Emma Pianetti, chargée de mission SPE/ Agenda 2030 communautés et interministériel



Présentation du CGDD Présentation du CDDEP Présentation du dispositif SPE



Présentation du CGDD



PRESENTATION DU COMMISSARIAT GENERAL AU DEVELOPPEMENT DURABLE

- Positionnement transversal : rôle d'intégration et de coordination des politiques du ministère
- Mission interministérielle : rôle d'animation et d'accompagnement des politiques des ministères

Le CGDD contribue à accompagner la transition écologique :

- 1. Territoriale via le pilotage des contrats de relance et de transition écologique,
- 2. Des filières via l'élaboration des feuilles de route de décarbonation des chaînes de valeur,
- 3. Des services de l'Etat, via le dispositif Services publics écoresponsables.

Le CGGD pilote également le dialogue environnemental à travers le conseil national de la transition écologique qui rassemble les ONG et syndicats et intègre le service statistique du ministère.



PRESENTATION DU COMMISSARIAT GENERAL AU DEVELOPPEMENT DURABLE

Travail de la donnée : savoir d'où l'on part, où l'on va, évaluer les progrès

Animation de communautés : créer des ponts

- 1. Pour mobiliser : créer une dynamique
- 2. Pour accélérer la transition : non pas pour aller trop vite mais pour bénéficier des expériences de ceux qui sont en avance. (Exemple : marché public de compensation carbone, expérimentation covoiturage, etc.)
- 3. Pour créer des synergies : mise en commun de budget, d'expertises

Agenda 2030

Club de développement durable des établissements et entreprises publics Services publics écoresponsables





Présentation du Club de développement durable des établissements et entreprises publics





CREATION

Un réseau pour favoriser la réflexion stratégique et la mise en œuvre du développement durable dans les organismes publics au travers de la responsabilité sociétale (RSO)

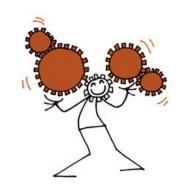


Créé en 2006 à l'initiative du 1er délégué interministériel au DD et quelques entreprises publiques pionnières en matière de RSO : Anses, AFD, Bnf, Brgm, CHU Brest, CDC, France TV, Ineris, MNHN, CMN, RATP, SNCF, UCANSS, Université Franche Comté...





ENGAGEMENT



Démarche volontaire...

- Au-delà de l'obligation législative et réglementaire
- Gouvernance spécifique
- Démarche participative avec le personnel et les parties prenantes

...dans un objectif de progression

- Gestion responsable
- Relation constructive avec les territoires
- Échange de bonnes pratiques entre membres









Le principe

- Un engagement porté par la direction,
- partagé par l'ensemble des agents

Les engagements

- Mener une réflexion stratégique
- •Traduite dans ses projets et son management
- Élaborer un document stratégique
- Élaborer et piloter un plan d'action





REFERENTIEL



- Gouvernance, éthique
- Prise en compte des parties prenantes
- Gestion responsable et humaine

Agenda 2030

- Les 17 ODD ratifiés par l'ONU en 2015
- La feuille de route de la France pour l'agenda 2030

Services Publics Ecoresponsables

- Les 20 mesures socle
- Participation à la communauté SPE



























Les membres





- Domaines d'activité variés :

Culture, Recherche, Finance publique, Education, Santé, infrastructures territoriales, Sport, Média, Agriculture...

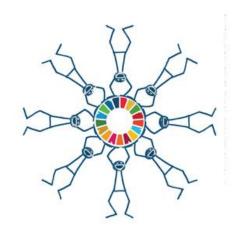
- 12 ministères de tutelle

Statuts et tailles

- EPA, EPIC, EPST, GIP, EPS, SA capitaux publics
- de 50 à 150 000 agents

Paris et région

La majorité des membres ont leur siège en Ile-de-France mais de nombreux établissements ont des antennes en région et en outre-mer





GOUVERNEMENT

Liberté Égalité Fraternité















































CONFÉRENCE DES

GRANDES















Agence des















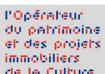














aires marines proté;











anses 🔾



BnF

Inrap



radiotrance











RATP



















RÉSEAU









Les activités







Réunions

- 2 plénières par an, au siège d'un des membres
- 2 régionales par an, avec les acteurs locaux du DD

Groupes de travail

- A l'initiative d'un ou plusieurs membres, un sujet est traité pour trouver des solutions pratiques et opérationnelles.
- Thèmes en cours :
 - Numérique responsable

Réunions thématiques et ateliers

- Sur une matinée, présentation d'un sujet par un expert. (exemple : compensation carbone)
- Ateliers d'intelligence collective ou découverte d'un outil (exemple : fresque du climat)



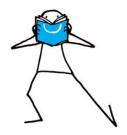


Outils et publications



Plateforme d'échange

- Sur internet :"Osmose-ClubDDEP "
- Destinée aux membres du CDDEP



Guides

Souvent rédigés à la suite d'une réflexion en groupe de travail, le CDDEP a publié :

- Accompagner le changement de comportement
- Fiches pratiques pour un BEGES
- Guide de mise en œuvres d'une démarche RSO





Nouvelle feuille de route 2021-2025

Définition de la raison d'être

Mobiliser les établissements et entreprises publics pour accélérer leur transformation vers un modèle de développement durable, par le partage, l'inspiration et l'innovation





Nouvelle feuille de route 2021-2025





Nouvelle gouvernance

- 2 co-présidents
- Un comité de pilotage et d'animation
- Rôle des référents renforcés

4 axes de travail

- Montée en compétence des membres dans un cadre collectif
- Renforcer la démarche RSO intégrée des membres
- Impulser une transformation chez tous les acteurs publics
- le Club, une communauté de référence pour la transformation publics durable

Lien vers la feuille de route







ADRESSE DU CDDEP: CLUBDDEP@DEVELOPPEMENT-DURABLE.GOUV.FR

VIRGINIE COLUMELLI / SOPHIE VATAR 01 40 81 25 96





Présentation du dispositif Services publics écoresponsables





SERVICES PUBLICS ECORESPONSANLES UN DISPOSITIF UNIQUE POUR L'ENSEMBLE DE L'ETAT

- Une circulaire du Premier Ministre qui donne une <u>légitimité</u> pour agir
- Un plan d'action avec 20 mesures obligatoires qui définit des priorités
- Un dispositif qui rassemble les <u>obligations de la loi</u> que doit respecter l'Etat
- Un suivi annuel restitué au grand public pour une transparence des résultats
- Chaque préfecture, chaque ministère et chaque établissement public est responsable de sa mise en œuvre.

Un dispositif unique pour 2,4 millions d'agents sur 200 000 sites.



20 MESURES OBLIGATOIRES

Liberté Égalité Fraternité



 Forfait mobilité durable 2 - Partenariat covoiturage 3 - Covoiturage professionnel 4 - Bornes de recharge Véhicules éléctriques 5 - Acquisition nouveaux véhicules 6 - Stationnements vélos 7 - Trajets avion et financement de projets 8 - Visioconférence 9 - Plastique à usage unique 10- Déforestation importée 11- Papier recyclé 12- Alimentation responsable 13- OSFI - Suivi des fluides 14- Chaudière au fioul 15- Cités administratives 16- TIGRE (prog. actions immobilier) 17- Mobilisation des agents 18- Elimination usage Phytosanitaire 19- Échanges et dons 20- Numérique responsable



UNE COMMUNAUTE STRUCTUREE



Elle est structurée via une organisation à la fois **verticale**, du plus haut niveau jusqu'au terrain, et **horizontale** pour traiter en transversalité tous les sujets de la transition écologique.

	Chargés de la mise en œuvre	Accompagnent la mise en œuvre				
Haut-niveau	Secrétaires généraux, Préfets de	Directions métiers pilotes (DIE,				
	région, dirigeants d'opérateurs de	DAE, DGITM, DGAL, DINUM etc.)				
	1'Etat					
Niveau de	Correspondants SPE dans chaque ministère, chaque préfecture et chaque					
coordination	opérateur de l'Etat					
Niveau	Réseau de référents internes SPE	Référents pilotes (energy manager,				
opérationnel		référents mobilités, référents				
		alimentation etc.)				



GOUVERNANCE - CGDD



Le CGDD travaille avec les correspondants SPE, principaux piliers du dispositif, qui sont pleinement intégrés dans les réflexions d'évolution du dispositif et remontent les blocages terrain.

La plateforme d'échange en ligne Osmose permet au CGDD d'animer la communauté SPE :

- Organisation de webinaires, de formations, d'ateliers (propices au partage d'expérience entre pairs et à la remontée des blocages/solutions)
- Partage de ressources, d'outils et d'actualités (appels à projets, décrets, lois, circulaires, fournisseurs etc.)
 et espace d'échange libre pour des prises de contact entre membres,
- Appels à défi annuel pour accompagner des porteurs de projet innovants (enveloppe 1 million d'euros)



ORGANISATION DU DISPOSITIF



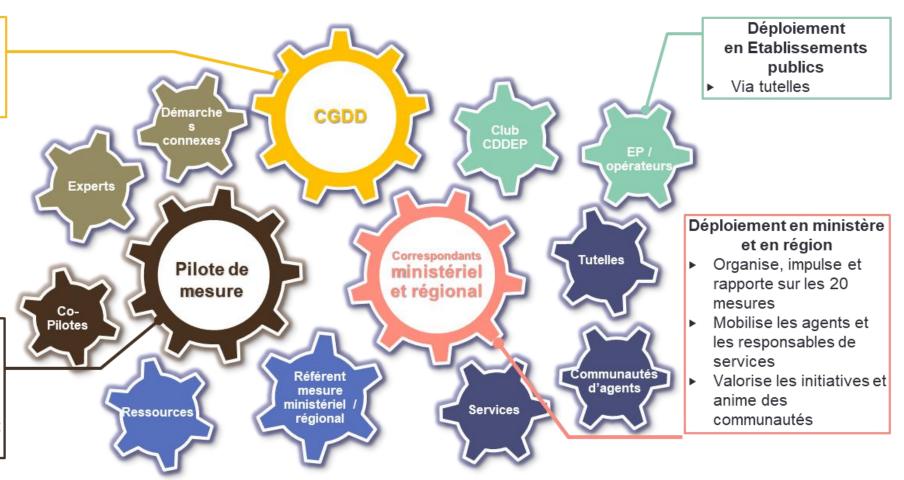
Liberté Égalité Fraternité

Pilotage de la démarche

- Coordonne et impulse le dispositif
- ► Anime et outille la communauté

Pilotage des mesures

- ▶ Définit les modalités de mise en œuvre
- Précise coûts et financements, risques
- Propose des ressources et outils de mise en œuvre







UN OUTIL DE SUIVI : LE RAPPORTAGE

Un outil pour le pilotage

Un comité de suivi se réunit une fois par an pour suivre les avancées, en présence des ministres, co-présidé par la SGG et le CGDD, réunissant les SG, les Préfets de région et des représentants du CDDEP

Un bilan pour rendre compte

Communiquer sur les résultats et le respect des engagements au public Valoriser les actions et les démarches initiées

Des indicateurs communs

Pour un suivi harmonisé





UN SUIVI DE L'APPLICATION DE LA LOI PAR L'ETAT

Sur les 20 mesures du dispositif, 15 mesures portent sur l'application d'obligations législatives et règlementaires.

TEXTES	LOM	Circulaire mobilités	EGALIM	AGEC	Décret 15/01/21	Décret tertiaire	LTECV	Loi climat résilience
MESURES	1, 4, 5, 6	3, 4, 5	12	9, 20	18	13, 15, 16, 17	BEGES	7, 10
PILOTES	DGITM	DAE	DGAL	DAE- CGDD	DEB	DIE - CGDD	DGEC	DGEC- CGDD





UN OUTIL DE SUIVI : LE RAPPORTAGE

Côté ministères et préfectures :

- Un bilan quantitatif uniformisé avec une trentaine d'indicateurs obligatoires pour tous les ministères, préfectures et opérateurs. Il se base d'abord sur une mobilisation humaine, y compris pour les outils de suivi qui ont besoin d'être déployés et activés manuellement,
- Un bilan qualitatif

Côté CGDD:

- Un bilan interministériel pour partager en toute transparence avec le grand public les progrès
- **Des retours individualisés** aux ministères et préfectures afin d'évaluer où ils se situent sur chaque mesure, comparer leurs résultats et les outiller avec des ressources complémentaires dans une perspective d'amélioration.







LES RESULTATS DU BILAN 2021 DE L'ETAT SUR L'ANNEE 2020



4%

des agents bénéficient du forfait mobilité durable

44

Partenariats régionaux de covoiturage

3500

agents ont accès à l'outil de gestion de flottes automobiles Odrive

Mobilité

Près de 1500 nouveaux points de recharges installés : objectif pour 2020 atteint

39%

des acquisitions de véhicules sont à faible émission (14% en 2019)



Prise en compte du risque **déforestation** dans les clauses des marchés

+ de 50%

des services respectent l'obligation d'interdiction du plastique à usage unique (rapporté aux effectifs) Environ **80%** du papier utilisé est issu du recyclage







Immobilier



54%

de biens
rattachés
au suivi de
données
par OSFI



130 Chaudières au fioul remplacées en 2020 4 2 1 4

projets de rénovation énergétique dans les bâtiments de l'État Et fonds de 2,7 Milliards € Plan de relance





6 SGAR
et 5 ministères
déclarent respecter à
plus de 75%
l'obligation
d'interdiction



circulaire

4 000

biens donnés à des associations via la plate-forme d'échange et de dons Feuille de route numérique

Economie



Perspectives du dispositif

La circulaire SPE est obsolète, elle doit être actualisée :

- En intégrant le plan de sobriété de l'Etat, première étape à 2024
- En complétant par des mesures hors énergie (biodiversité, économie circulaire, etc.)
- En intégrant une vision de long terme pour tendre vers la neutralité carbone
- En intégrant un outil robuste de mesure, suivi et pilotage
- En renforçant sa gouvernance:
 - Renforcement des moyens humains
 - Portage politique fort
 - Meilleure coordination des administrations métiers (DIE, DAE, etc.)



Objectif = Réduction de 10% de notre consommation d'énergie d'ici 2024 par rapport à 2019

Mise en place de 7 groupes de travail pour établir un plan de sobriété énergétique national :

- 1. GT Etat
- 2. GT entreprises
- 3. GT établissements recevant du public et grandes surfaces
- 4. GT logement
- 5. GT collectivités territoriales.
- 6. GT Sport
- 7. GT numérique
- 8. GT transports
- 9. GT industrie

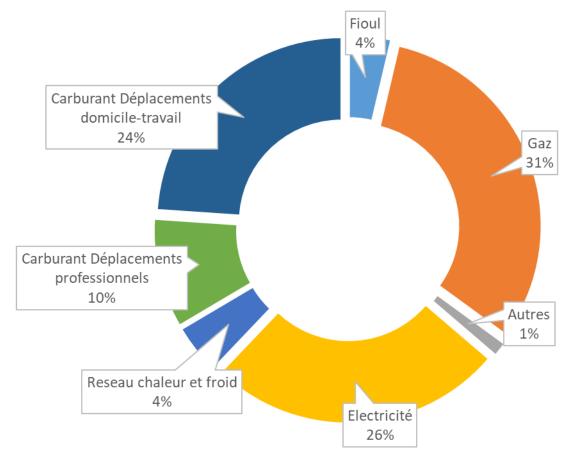
- → Constitution d'une feuille de route Etat
- Identification des leviers d'économie d'énergie et chiffrage
- Identification des freins à la mise en œuvre et des solutions pour les dépasser
- Déploiement d'une campagne de communication d'économies d'énergies interministérielle
- Lancement d'un challenge d'économies d'énergie



Estimation du total des consommations de l'Etat en 2019 20 TWhEF (opérateurs compris)

Ces estimations représentent des ordres de grandeur et sont à considérer avec vigilance

Répartition des consommations énergétiques (estimations 2019)





Plan de sobriété énergétique de l'Etat

- Plan de sobriété énergétique de l'Etat (baisser les consommations énergétiques)
 - 1. Bâtiments
 - 2. Mobilités
 - 3. Numérique
 - 4. Achats
- Campagne de communication interministérielle des économies d'énergie
 - 1. Tous les agents
 - 2.L'encadrement
 - 3. Les gestionnaires de site
- Mesures d'urgence de délestage pour assurer la sécurité du réseau électrique





Intégration de mesures de décarbonation de l'Etat

Pour assurer une cohérence avec la SNBC, l'Etat doit réduire ses émissions de 80% au plus tard à horizon 2050





Un démonstrateur d'un outil de suivi, mesure et pilotage des efforts de sobriété et de réduction des émissions

Produire en masse et en privilégiant au maximum l'automatisation, le BEGES de toutes les entités administratives constitutives de l'Etat

Déterminer le BEGES de l'Etat dans sa globalité

Permettre un suivi de l'effort de sobriété énergétique

4 Proposer des visions consolidées par ministère, par territoire et par opérateurs

Avec des impacts attendus structurants...



Démonstrateur disponible fin septembre, généralisation courant 2023



Tableau de bord

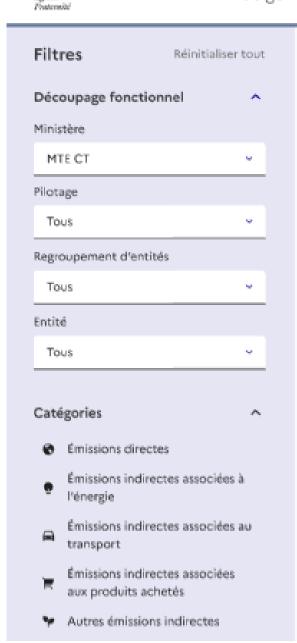
Vue générale

Liste des tâches (3)



🛃 Éditer mon plan de transition | 🖾 Nous contacter | 🖨 Imprimer | 👱 Exporter | 🗈 Aide

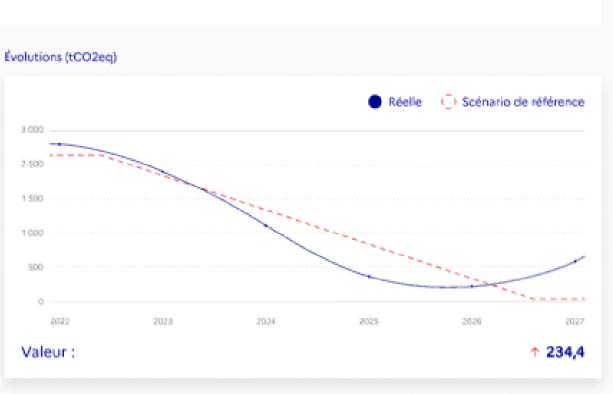
Regroupement d'entité SCN X





Numérique

Biens







SERVICES PUBLICS ÉCORESPONSABLES

En cas de question et pour rejoindre la communauté sur Osmose, contacter :

Services.publics.ecoresponsables@developpement-durable.gouv.fr

